

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1897-1898.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER 1898.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1898.

## PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1. 2728.

Par pétition datée de Bruxelles, le 9 décembre 1897,

Le sieur De Vriese, à Bruxelles, militaire réformé pour infirmités contractées par le fait du service militaire, expose les circonstances à la suite desquelles la pension qui lui était servie fut remplacée par un secours annuel; il sollicite l'intervention de la Chambre afin d'être soumis à un nouvel examen médical et réintégré dans ses droits à la pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre ad interim.*

2. 2729.

Par pétition datée d'Anvers, le 6 janvier 1898,

Des instituteurs d'Anvers sollicitent l'intervention de la Chambre pour que la gratuité du parcours sur le réseau des chemins de fer de l'État soit accordée aux écoliers pauvres se rendant dans les colonies scolaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

3. 2731.

Par pétition datée de Bruxelles, le 5 janvier 1898,

Des instituteurs de Bruxelles proposent des modifications aux lois du 16 mai 1876 et du 31 mars 1884 et

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

au règlement du 31 décembre 1884 relatifs aux pensions des instituteurs communaux.

Même demande du sieur Vandevelde, instituteur en chef pensionné à Beirvelde, et du sieur Van Vlieberge, instituteur communal à Maeter.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

4. 2732. Par pétition datée de Seraing, le 10 janvier 1898,  
Le sieur Dubois, à Seraing, sollicite l'intervention de la Chambre pour qu'une augmentation de pension lui soit accordée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

5. 2733. Par pétition datée de Bilsen, le 16 janvier 1898,  
Des instituteurs adoptés de Bilsen demandent qu'à l'occasion de la revision de la loi sur la pension des instituteurs primaires, la Chambre rétablisse les droits à la pension des instituteurs démissionnaires en 1879.  
Même demande d'instituteurs adoptés de Saint-Trond.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

6. 2734. Par pétition datée d'Ougrée, le 12 janvier 1898,  
Le sieur Serrurier, à Ougrée, expose que son fils est mort victime d'un accident du travail et que sa famille se trouve dans une situation nécessitée; il sollicite l'intervention de la Chambre pour qu'une pension lui soit accordée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

7. 2735. Par pétition datée de Deynze, le 9 janvier 1898,  
Des habitants de Deynze prient la Chambre d'instituer à Deynze un conseil de prud'hommes dont la juridiction s'étendrait sur les cantons de Deynze et de Cruyshautem.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du<br>registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|---|--|
| 8.                           | 2736.                                       | <p>Par pétition datée d'Ougrée, le 10 janvier 1898,</p> <p>Le sieur Paradis, à Ougrée, sollicite l'intervention de la Chambre pour qu'un secours lui soit accordé.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>   |
| 9.                           | 2737.                                       | <p>Par pétition datée de Dixmude,</p> <p>Des habitants de Dixmude appuient une pétition antérieure demandant l'achèvement du canal Lys-Yperlée et la construction d'un chemin de fer à grande section de Dixmude à Ypres.</p> <p>Même pétition d'habitants de Clercken, de Oost-Dunkerke et d'Ostende.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Agriculture et des Travaux publics, et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p>  |
| 10.                          | 2738.                                       | <p>Par pétition datée de Thielt, le 11 janvier 1898,</p> <p>Des instituteurs adoptés de l'arrondissement de Thielt prient la Chambre d'assimiler, pour la pension, les instituteurs adoptés aux instituteurs communaux, de leur permettre de participer à la Caisse des veuves et orphelins et de donner satisfaction aux instituteurs démissionnaires en 1879, en les réintégrant dans leurs droits à la pension.</p> <p>Même demande de membres de l'administration communale de Pael.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 11.                          | 2739.                                       | <p>Par pétition datée de Mariakerke, le 8 décembre 1897,</p> <p>Des habitants de Mariakerke prient la Chambre d'annexer à la ville d'Ostende la partie du territoire de la commune de Mariakerke occupée par les signataires.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>  |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions.           |   |
|------------------------------|--|---|
| 12.                          | 2749.  | Par pétition datée d'Yvoz-Ramet, le 17 janvier 1898,<br>Le sieur Plumier, à Yvoz-Ramet, sollicite une<br>augmentation de pension.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et<br/>du Travail.</i>  |
| 13.                          | 2750.  | Par pétition datée de Fayt-lez-Manage, le 17 jan-<br>vier 1898,<br>Le sieur Lagneau-Anquinet, à Fayt-lez-Manage,<br>renouvelle ses demandes antérieures relatives à la res-<br>titution de droits de succession qui auraient été<br>perçus à son détriment.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i>  |
| 14.                          | 2752.  | Par pétition datée de Lens, le 17 janvier 1898,<br>Le sieur Delabaye, à Lens, sollicite l'intervention de<br>la Chambre pour obtenir le redressement d'une<br>inscription erronée qui aurait été faite dans les registres<br>de l'état-civil de sa commune.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>   |
| 15.                          | 2753.<br>2758.<br>2765.<br>2768.<br>2770.<br>2773. | Par pétition datée de Meuwen, le 17 janvier 1898,<br>Des membres de l'administration communale de<br>Meuwen demandent que les instituteurs démission-<br>naires en 1879 soient réintégrés dans leurs droits à la<br>pension, qu'une pension soit accordée aux instituteurs<br>des écoles adoptées et adoptables et que ceux-ci<br>puissent participer à la Caisse des veuves et orphelins.<br>Même pétition d'instituteurs des cantons de Brée<br>et de Maeseyck, de membres des administrations com-<br>munales d'Alken, Beverst, Halen, Neer-Oeteren, Vlier-<br>mael-Roodt, Boorsheim, Bocholt, Lapaeken, d'institu-<br>teurs adoptés de Tongres et de Loxbergen et<br>d'habitants de Viversel-Zolder et d'Alken.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur<br/>et de l'Instruction publique.</i> |
| 16.                          | 2759.  | Par pétition datée de Thirimont, le 19 janvier 1898,<br>Le sieur Roulet, à Thirimont, sollicite un secours.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de<br/>l'Instruction publique.</i>   |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 17.                          | 2763.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 24 janvier 1898,<br>Le sieur Bottat, à Bruxelles, prie la Chambre de<br>remplacer le régime parlementaire par la fédération<br>des provinces et de reviser en ce sens la Constitution<br>belge.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>                            |
| 18.                          | 2764.                                    | Par pétition datée de Borgerhout, le 24 janvier 1898,<br>Le sieur Somers, à Borgerhout, instituteur démis-<br>sionnaire en 1879, sollicite une pension.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>  |
| 19.                          | 2767.                                    | Par pétition datée de Bruxelles, le 23 janvier 1898,<br>Le sieur De Beucker, à Bruxelles, transmet le vœu<br>émis par le « Vlaamsche Volksraad » de voir la Légis-<br>lature et le Gouvernement instituer un Conseil supé-<br>rieur des lettres et des beaux-arts.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture<br/>et des Travaux publics.</i> |
| 20.                          | 2769.                                    | Par pétition datée de Hautem-Saint-Liévin, le<br>23 janvier 1898,<br>Des instituteurs d'écoles adoptables, à Gestel, Hau-<br>tem-Saint-Liévin et Kessel, proposent des mesures<br>tendant à améliorer leur position.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de<br/>l'Instruction publique.</i>   |
| 21.                          | 2771.                                    | Par pétition datée d'Erquelinnes, le 26 janvier 1898,<br>Le sieur Haye, à Erquelinnes, demande que toute<br>conférence politique en plein air ou dans un lieu public<br>soit rigoureusement interdite pendant la session légis-<br>lative.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et<br/>de l'Instruction publique.</i>                     |
| 22.                          | 2772.                                    | Par pétition datée d'Anvers, le 27 janvier 1898,<br>Des préposés de douanes, à Anvers, protestent  |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

contre une requête émanant d'employés de la même administration et tendant à obtenir que, pour les examens, le choix des langues soit laissé aux récipiendaires; ils demandent que la connaissance des deux langues soit exigée de tout candidat à un emploi public et ils sollicitent l'appui de la Chambre pour que les arrêtés et instructions ministériels concernant l'administration des douanes soient adressés gratuitement à tous les membres du personnel de la dite administration.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

23.

2774.

Par pétition datée de Bruxelles,

Des employés des douanes, à Bruxelles, sollicitent l'intervention de la Chambre pour que le libre parcours sur le réseau des chemins de fer de l'État leur soit accordé en cas de nomination, de transfert, de détachement ou de congé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

---